Document generated on 10/12/2024 2:55 a.m.

Revue d'histoire de l'Amérique française

VAILLANCOURT, Yves, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1988. 513 p.

Jean-Marie Fecteau

Volume 43, Number 1, Summer 1989

URI: https://id.erudit.org/iderudit/304778ar
DOI: https://doi.org/10.7202/304778ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)
1492-1383 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Fecteau, J.-M. (1989). Review of [VAILLANCOURT, Yves, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1988. 513 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *43*(1), 123–125. https://doi.org/10.7202/304778ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

VAILLANCOURT, Yves, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1988. 513 p.

Après une éclipse de plus de dix ans, voici enfin la suite de la série de textes que Michel Pelletier et Yves Vaillancourt avaient publiés dans les années 1970 sous le titre *Les politiques sociales et les travailleurs*. Ce volume constitue le tome 3 de la collection. Mais cette continuité apparente ne doit pas occulter le fait que ce livre a un ensemble de caractéristiques propres qui en font une unité indépendante de la collection. En ce sens, la disparition du terme «travailleurs» dans le titre est symptomatique: nous sommes en présence d'une étude des politiques sociales s'adressant à des catégories sociales et à des clientèles se situant souvent en dehors du marché du travail. Ces politiques sont dorénavant étudiées en elles-mêmes, et non exclusivement en rapport avec le destin d'une classe sociale particulière.

Utilisant essentiellement des sources imprimées et les études disponibles, l'ouvrage met nettement l'accent sur des *programmes* spécifiques. Un chapitre introductif met en place le contexte général de l'étude. On y retrouve une esquisse des événements et des enjeux principaux de l'époque, surtout en matière sociale et économique. Cette analyse rapide de la conjoncture permet à l'auteur d'étudier sommairement l'impact de la guerre et de l'après-guerre sur les classes populaires, notamment en matière de conditions de vie et de travail (salaires, chômage, logement, exploitation des femmes, oppression nationale). Les chapitres deux et trois sont consacrés à l'analyse des stratégies globales suivies par Ottawa et Québec en matière sociale à l'époque.

Après cette partie introductive, l'auteur étudiera les principaux programmes sociaux accessibles à l'époque au Québec, soit ceux concernant la santé (chapitre 4), l'assistance publique (chapitre 5), l'aide aux mères nécessiteuses (chapitre 6), l'assurance-chômage (chapitre 7), les allocations familiales (chapitre 8), l'aide aux personnes âgées (chapitre 9) et l'assistance-chômage (chapitre 10). Chacun de ces programmes ou ensembles de programmes est étudié de façon similaire (à quelques variations près): l'auteur dresse un bref tableau du problème social auquel s'adresse le programme d'aide étudié, puis entreprend la description de ce programme, de ses conditions d'apparition et de ses modalités d'application de 1940 à 1960. Chaque chapitre se termine par une analyse critique du programme concerné.

On se retrouve donc devant un ouvrage dont on peut difficilement minimiser l'utilité. Yves Vaillancourt a entrepris là une étude de grande ampleur qui comble un vide immense dans notre historiographie. Quand on pense que les personnes intéressées à la dimension sociale de la gouverne duplessiste devaient se rabattre sur les textes insuffisants ou largement dépassés de Roy, Mongeau, Poulin, ou sur de brefs chapitres dans les études plus générales (Boismenu), on réalise à quel point le travail de Vaillancourt est bienvenu... La division de l'ouvrage en chapitres consacrés à des secteurs d'assistance ou des programmes différents le rend aussi particulièrement facile à consulter pour les chercheurs ou les professionnels en quête d'un renseignement précis. Soulignons également que cette oeuvre ne repose pas seulement sur les sources secondaires, comme c'était trop souvent le cas pour les volumes précédents. Vaillancourt a fait un solide travail d'analyse des documents officiels de l'époque et interrogé un bon nombre de personnes impliquées. On aurait mauvaise grâce

à lui reprocher d'avoir trop peu recours aux archives accessibles, dans un domaine aussi vaste, et où la masse impressionnante des papiers du ministère des Affaires sociales, par exemple, est à peine répertoriée. L'ouvrage de Vaillancourt est en effet une synthèse volumineuse et érudite, à partir de laquelle pourront se développer des recherches plus approfondies permettant d'affiner notre compréhension de ce moment crucial dans l'avènement de l'État providence. Dans ce contexte, et pour bien évaluer la portée méthodologique et théorique de l'analyse de Vaillancourt, certaines remarques critiques s'imposent.

On n'insistera jamais assez, à mon sens, sur les méfaits de la «nouvelle petite bourgeoisie» dans l'historiographie québécoise des 20 dernières années... Classe prédestinée, à la conscience de soi fort précoce, elle aurait sapé le pouvoir duplessiste et ouvert la voie à cette aurore tant attendue qu'a été la Révolution tranquille... En chemin, elle aurait réussi à s'allier avec (ou à s'inféoder) la classe ouvrière organisée, s'assurant du même coup quelques années de paix sociale qui lui permirent, au début des années 1960, de mettre en place les réformes bureaucratiques nécessaires à sa reproduction. Je caricature, bien sûr, et Yves Vaillancourt me le pardonnera, mais son ouvrage n'est pas exempt de cette analyse récurrente du duplessisme où la recherche fébrile des premières manifestations de ce qui lui succédera remplace trop souvent l'analyse précise de la conjoncture. Dans ce processus téléologique, l'étude des enjeux est subsumée au dénouement de l'histoire. Ainsi, dans l'étude de Vaillancourt, l'interprétation des programmes est constamment plaquée à un cadre explicatif trop rigide où certaines classes jouent la carte de leurs intérêts bien pensés dans une histoire devenue jeu d'échecs (ou réussite...). Les classes-actrices sont ici la petite bourgeoisie cléricale traditionnelle, la nouvelle petite bourgeoisie technocratique, la bourgeoisie et la classe ouvrière, cette dernière étant représentée par les syndicats. Toute la politique sociale aura donc tendance à être réduite au jeu complexe des intérêts de ces différentes classes, intérêts exacerbés par une conjoncture doublement menaçante pour les dominants: menace larvée d'un retour éventuel à une économie de crise après la guerre, et menace ouverte des forces progressistes représentées par les communistes, le parti CCF et certains syndicats militants, ce que Vaillancourt appelle la «double peur» à la source des réformes sociales de ces années. Le problème avec une telle analyse est qu'elle fait trop souvent l'économie de la conjoncture *historique* d'apparition d'un programme donné, comme des contraintes spécifiques attachées à l'État à cette époque. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le «retard» accusé par Duplessis dans l'adoption des mesures keynésiennes est probablement bien moins attribuable à la «force» de la petite bourgeoisie traditionnelle ou à la «faiblesse» des forces progressistes (p. 271, 303, par exemple) qu'aux contraintes spécifiques d'un modèle de développement et de régulation attribuant à l'État une place spécifique (on pourra utilement consulter les travaux de J. Létourneau dans ce domaine). Parmi ces contraintes, on peut mentionner la structure bicéphale de l'État canadien, les paramètres de la gestion du social (rentabilité, formation du personnel, appareillage technique, etc.), les liens de dépendance de l'économie et le capital de légitimation de l'État provincial.

Les choix analytiques et théoriques faits dans cet ouvrage débouchent par ailleurs sur quelques difficultés importantes. Duplessis, notamment, apparaît

trop comme le vilain de la pièce, souvent vilipendé pour son «autonomisme négatif» (p. 433) ou son «inertie» (p. 482). Une telle position aide peu, selon nous, à saisir la logique qui sous-tend la politique duplessiste en matière sociale. De même, l'analyse critique des programmes semble piégée entre la reconnaissance réticente des aspects «positifs» de ces programmes d'aide et le rappel virulent de leur insuffisance et des motifs intéressés présidant à leur mise sur pied. En appréciant telle mesure sociale à l'aune des besoins réels du peuple ou des intérêts postulés des dominants, l'analyse risque de négliger un fait fondamental: le discours humaniste, les objectifs concrets, les motivations cachées, les insuffisances et les faux pas qui sous-tendent un programme d'aide quelconque doivent être mesurés et jaugés en fonction des *enjeux spécifiques* qui à la fois délimitent et déterminent historiquement les conditions de l'exploitation comme de la résistance à cette exploitation.

Au fond, on retrouve le problème que pose toujours l'analyse du politique comme dimension de la réalité sociale. L'étude de Vaillancourt situe la politique sociale comme une forme de production de l'État qui, au fond, apparaît assez peu problématique. La «politique» ainsi conçue se résoud en un ensemble de mesures issues des objectifs et des intérêts de ceux qui occupent le pouvoir, eux-mêmes représentant les classes en conflit. Dans ce modèle analytique, l'État est soit le véhicule, soit le lieu de «condensation» (Poulantzas) des rapports et conflits de classe. La détermination des paramètres de ces rapports de classes est donc plus importante que l'analyse des contraintes propres à l'*institution* étatique et à la production de *normes collectives* dans un espace social donné. Or l'État n'est pas ce terrain plutôt neutre où le grand jeu des classes (comme des rapports de sexe) se déploie. Il possède ses contraintes propres, contraintes dont l'analyse forme une dimension essentielle à l'étude des politiques particulières.

Ces quelques remarques critiques ne doivent pas cependant nous faire oublier le remarquable travail de déblayage accompli par Yves Vaillancourt. Grâce à lui, l'analyse peut maintenant avancer en terrain plus connu. Un dernier souhait: que, dans une prochaine édition, le travail éditorial, en matière de correction d'épreuves et de révision du français, soit fait avec plus de soin.

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

JEAN-MARIE FECTEAU